



## Vannes Agglo - Ville de Saint Avé

# Déclaration de projet valant mise en compatibilité n° 1 du PLU : Réaménagement et extension de la déchèterie

Note de présentation - Annexe au rapport de présentation

Approuvé par le conseil municipal du

## SOMMAIRE

	2
1 - Objet de la procédure	3
1.1 Objectifs poursuivis et situation du projet	3
1.2 Compatibilité de la procédure	4
2 - Présentation du projet et de l'intérêt général	6
2.1 un projet nécessitant une demande d'autorisation d'exploiter	7
2.2 Les raisons du projet et justification de l'intérêt général	8
2.3 Aménagements de l'installation	11
3 - Incidences du projet sur l'environnement	13
3.1 Milieu Physique	13
3.2 Milieu Hydrique	13
3.3 Paysage et Milieu humain	14
3.4 Milieu naturel	18
3.5 Gestion des eaux	21
3.6 Synthèse des effets et des mesures	23
4 - Mise en compatibilité du plu de la ville de Saint Avé	25
4.1 Situation actuelle au plu	25
4.2 Dispositions proposées pour mettre en compatibilité le plu de Saint Avé	25
4.3 Impact sur le règlement graphique de Saint Avé	26

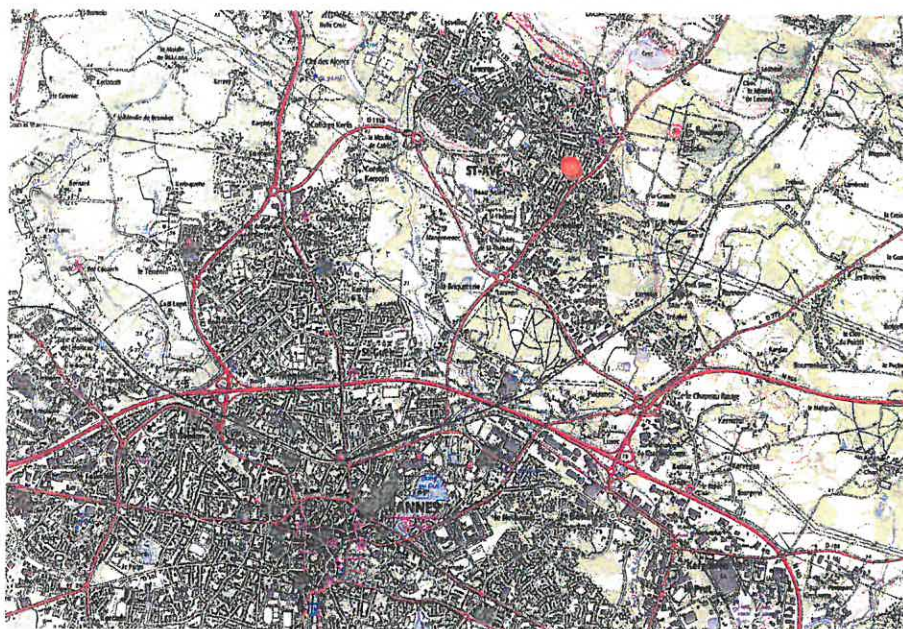
# 1 - OBJET DE LA PROCEDURE

## 1.1 OBJECTIFS POURSUIVIS ET SITUATION DU PROJET

Dans le cadre de sa compétence collecte des déchets sur son territoire, Vannes Agglo exploite 8 déchèteries, dont une sur la commune de Saint-Avé, créée en 1995. Suite à l'évolution de la réglementation et à l'augmentation du tri des déchets par les ménages et les professionnels, Vannes Agglo souhaite réaménager et agrandir la déchèterie qu'elle exploite rue Joseph-Marie Jacquart à Saint-Avé.

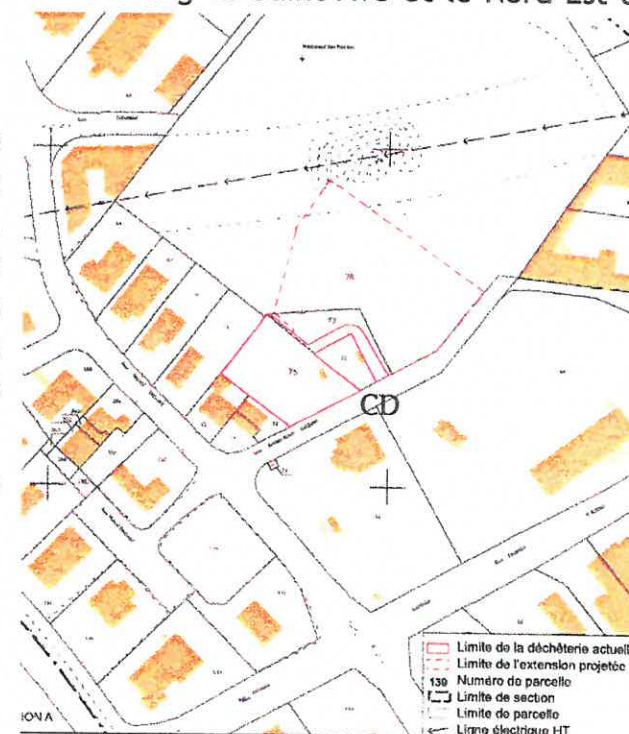
La déchèterie est située sur la commune de Saint-Avé, rue Joseph-Marie Jacquart dans le parc d'activités de Kermelin à proximité des axes routiers majeurs et entre le centre bourg de Saint Avé et le Nord Est de la ville de Vannes.

La déchèterie existante occupe les parcelles n°75 et 77 de la section CD. L'emprise du projet d'extension est située sur les parcelles 77 et 78 de la



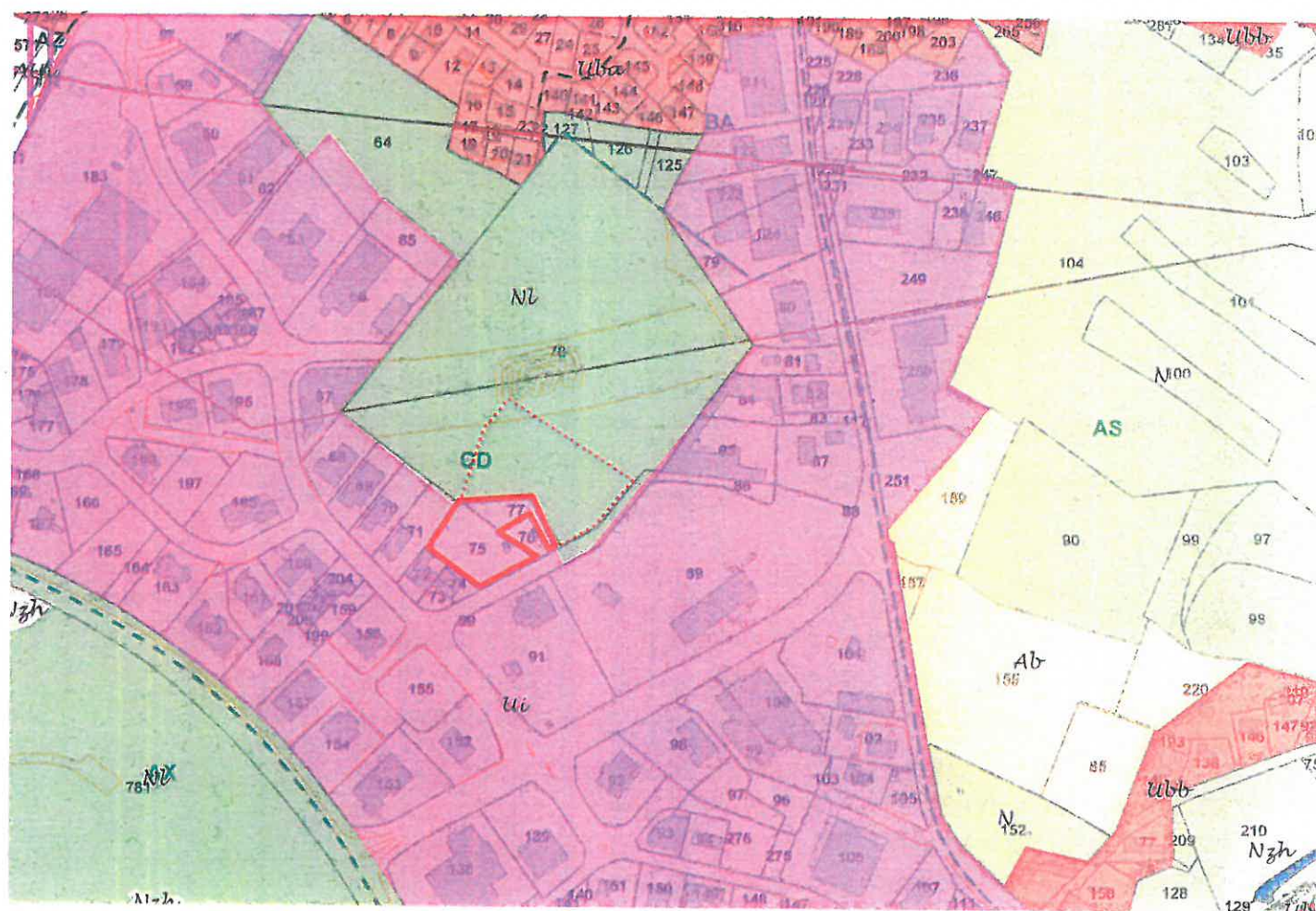
section CD. L'ensemble de ces parcelles représente une surface de 54 398 m<sup>2</sup> intégrée dans le parc d'activités de Kermelin.

La déchèterie représentera une surface de 9 910 m<sup>2</sup> ( 3800 m<sup>2</sup> pour la déchèterie actuelle et 6110 m<sup>2</sup> pour l'extension projetée)





Au PLU de la commune de Saint Avé approuvé le 9 décembre 2011, l'emprise actuelle de la déchèterie est classée en zone Ui «secteur destiné aux activités et installations susceptibles de comporter des nuisances». L'extension est quant à elle concernée par la zone Nl «espace naturel à vocation de sports, loisirs et activités socio-culturelles». Règlementairement, il y a donc lieu de mettre en compatibilité le PLU avec ce projet d'intérêt général. Il est proposé de modifier le zonage de la partie de la zone Nl concernée par le projet pour la classer en zone Ui.



Emprise actuelle de la déchèterie  Emprise du projet d'extension

## 1.2 COMPATIBILITE DE LA PROCEDURE

L'article L123-14 du code de l'urbanisme (L153-54 dans la nouvelle codification) permet de faire évoluer les documents d'urbanisme lorsqu'un projet d'utilité publique ou d'intérêt général ne peut être réalisé par les règles du PLU en vigueur.

### *Article L123-14 :*

*« Lorsque la réalisation d'un projet public ou privé de travaux, de construction ou d'opération d'aménagement, présentant un caractère d'utilité publique ou d'intérêt général, nécessite une mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme, ce projet peut faire l'objet d'une déclaration d'utilité publique ou, si une déclaration d'utilité publique n'est pas requise, d'une déclaration de projet. Dans ce cas, l'enquête publique porte à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence.*

*La déclaration d'utilité publique ou la déclaration de projet d'une opération qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme ne peut intervenir qu'au terme de la procédure prévue par l'article L. 123-14-2. »*

Le projet de réaménagement et d'extension de déchèterie relève bien de l'intérêt général (voir partie 2 ) et est donc compatible avec la procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU.



## 2 - PRESENTATION DU PROJET ET DE L'INTERET GENERAL

Dans le cadre de sa compétence de collecte des déchets sur l'ensemble des 24 communes, VANNES AGGLO exploite 8 déchèteries, dont une située rue Joseph-Marie Jacquart à Saint-Avé. L'exploitation de cette déchèterie est autorisée par le récépissé de déclaration du 10 juillet 1995 et a fait l'objet d'une demande d'antériorité le 13 mars 2013 suite à la modification des conditions de classement de la rubrique n°2710 par le décret n°2012-384 du 20 mars, la déchèterie restant sous le régime de la déclaration.

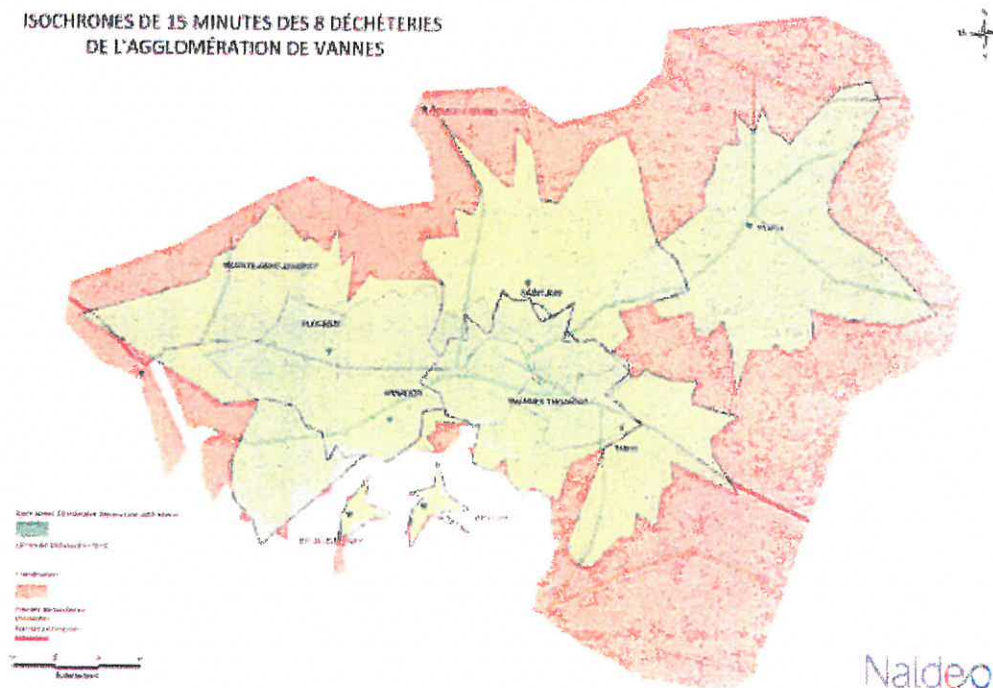
Face à l'augmentation des filières de collecte des déchets et aux efforts de tri des ménages et des professionnels, VANNES AGGLOMÉRATION souhaite réaménager et réaliser une extension de son installation afin d'optimiser l'accueil, la gestion et le recyclage des déchets et ainsi répondre aux enjeux de la gestion des déchets.

Le projet d'extension de la déchèterie de Saint-Avé s'inscrit dans le cadre d'une étude d'optimisation menée en 2013 sur l'ensemble du réseau des déchèteries de Vannes agglo. La carte ci-dessous, extraite de cette étude, met en avant les zones desservies dans un rayon de 15 minutes de déplacement en voiture.

Elle montre la bonne situation du site de Saint-Avé au regard de sa desserte routière et de sa situation au centre du secteur Nord de Vannes Agglo. Les documents cadre SCOT/PLH ont, par ailleurs, prévu un développement urbain significatif sur le secteur desservi par la déchetterie.

Le PLH prévoit, en effet sur la période 2016-2021, la construction d'environ 3000 logements sur les communes de Monterblanc, Plescop, Saint-Avé, Saint-Nolff et sur le Nord de la ville Vannes (le Sud étant concerné par la déchetterie de Tohannic).

ISOCHRONES DE 15 MINUTES DES 8 DÉCHÉTERIES  
DE L'AGGLOMÉRATION DE VANNES



## 2.1 UN PROJET NECESSITANT UNE DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER

Les activités de la déchèterie font de cet établissement « une Installation classée pour la protection de l'environnement » (ICPE) au sens du Code de l'environnement.

Au titre de la réglementation des ICPE, l'exploitant est chargé d'établir un dossier de Demande d'Autorisation d'Exploiter déposé en préfecture. Ce dossier doit permettre aux différents services administratifs, aux collectivités locales et au public, d'apprécier quels sont les problèmes relatifs à la pollution et aux risques d'accident et comment ces problèmes ont été pris en compte par l'exploitant pour minimiser l'impact de l'installation sur son environnement.

Les éléments les plus importants de ce dossier sont :

- l'étude d'impact comprenant une description de l'état initial du site et de son environnement, une analyse des effets de l'installation sur l'environnement et une étude des mesures compensatoires envisagées par l'exploitant pour limiter ces effets ;
- l'étude des risques sanitaires qui expose les effets de l'installation sur la santé humaine dus aux impacts engendrés sur la qualité de l'air, de l'eau et des sols et dus aux bruits et vibrations, et qui présente les mesures mises en place pour les réduire ;
- l'étude de dangers exposant les risques d'accident et justifiant les mesures prises pour les éviter.

La DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) est chargée de l'instruction de ce dossier. Elle propose, en cas de besoin, des prescriptions techniques pour compléter les mesures compensatoires prises par l'exploitant de l'installation puis en contrôle le respect.

Cette demande d'autorisation d'exploiter a été déposée en préfecture en octobre 2015 par Vannes Agglo. Elle a fait l'objet d'un rejet par la DREAL (courrier du 5 février 2016) qui a motivé son refus par la non compatibilité du projet avec le PLU (objet du présent dossier) et sur le défrichement.

Au regard de ces nouveaux éléments, les deux procédures ne feront pas l'objet d'une enquête publique unique.

Un nouveau dossier ICPE sera prochainement redéposé une fois le PLU mis en compatibilité.

## 2.2 LES RAISONS DU PROJET ET JUSTIFICATION DE L'INTERET GENERAL

Le réaménagement et l'extension de la déchèterie permette à Vannes Agglo, au titre de sa compétence de collecte des déchets, de disposer d'un nouvel équipement permettant :

► D'un point de vue technique :

- de s'adapter à l'augmentation des quantités de déchets collectés suite à l'effort de tri par les ménages et les artisans ;
- d'optimiser les collectes sélectives ;
- de mettre en place un outil efficace avec des équipements récents et conformes aux normes ;
- de proposer un nouvel outil moderne ;

► D'un point de vue règlementaire :

- de mettre en place un outil conforme à la réglementation en vigueur ;
- de répondre aux enjeux locaux de gestion des déchets ménagers

► D'un point de vue du personnel intervenant sur l'installation :

- de sensibiliser sur les dangers potentiels sur l'environnement et sur la santé liés à l'exploitation du site ;
- de mettre en place un outil respectueux des conditions de travail

► D'un point de vue environnemental :

- d'augmenter la prévention des risques environnementaux liés au stockage de produits dangereux ou présentant des risques ;
- d'améliorer la gestion des eaux circulant sur l'installation ;
- de contrôler les émissions acoustiques ;

► D'un point de vue sécurité :

- de garantir une disponibilité suffisante en eaux en cas d'incendie ;
- d'améliorer la gestion des eaux de ruissellement et d'extinction d'incendie.



L'étude de 2013 avait démontré la nécessité de mettre en place une plateforme pour végétaux afin de désengorger le site, et de répondre à l'évolution importante de la population.

En outre, Vannes agglo a décidé de profiter de cette plateforme pour y implanter également des alvéoles dédiées aux gravats. Ceci permet de libérer 3 quais, et de détourner entre 40 et 50% de la fréquentation (part des usagers ne venant déposer que des gravats ou des déchets verts). Cette option permet donc de s'affranchir des réserves émises par rapport au scénario 1 de l'étude, résumée dans le tableau ci-dessous :

Cette extension présente donc les avantages suivants :

- Maintien de la partie existante : réutilisation d'un équipement existant, limitation du coût de l'opération, préservation d'énergie grise qu'elle représente ;
- Utilisation des infrastructures routières existantes de la zone d'activités de Kermelin, et correctement dimensionnées pour la fréquentation du site ;
- Limitation de la pression foncière, en n'ayant pas à construire un nouveau site ex-nihilo, qui viendrait consommer plus d'espace et en particulier des terres agricoles ou naturelles.

La recherche d'un autre site n'a toutefois pas été totalement écartée par la collectivité au démarrage de la réflexion sur le projet. Les mairies de Saint-Avé et de Vannes ont ainsi été sollicitées en janvier 2015 pour étudier une nouvelle implantation, sur une surface d'un hectare.

La ville de Vannes a été en mesure de proposer des parcelles de 1500 et 4400 m<sup>2</sup> (pour plateforme de déchets verts uniquement, mais qui ne permettait pas d'optimiser les moyens humains et matériels dans le cadre de l'exploitation des sites). Elle indiquait sans plus de précisions que pour une superficie plus importante, la zone au nord du giratoire des Trois Rois serait à privilégier, ce qui impliquait la

	Scénario 1	Scénario 2
Description du scénario	Construction d'une PF de DV - 2 quais libérés	Construction d'une PF de DV - 1 quai libéré (séparation tonnes-branchages)
Réorganisation des quais libérés	Quai 1 : 2 <sup>ème</sup> benne tout-venant Quai 2 : 2 <sup>ème</sup> benne DEA ou gravats (réaménagement nécessaire)	Quai 1 : 2 <sup>ème</sup> benne tout-venant
Absorption de l'augmentation de tonnage attendue	Les aménagements suivants sont à réaliser : → Construction d'une plate-forme de déchets verts sur ce site, → Acquisition d'un Packmat et optimisation du taux de remplissage des bennes. Cependant, un quai supplémentaire serait nécessaire pour absorber l'augmentation de flux attendue.	Possible si : → Construction d'une plate-forme de déchets verts sur ce site, → Acquisition d'un Packmat et optimisation du taux de remplissage des bennes. Deux quais supplémentaires seraient nécessaires pour absorber l'augmentation de flux attendue.
Absorption de l'augmentation du flux de véhicules attendue	Avec la mise en place de la PF de DV, la déchèterie devrait être suffisamment grande pour absorber l'augmentation du flux de véhicules. Cependant, comme vu précédemment, la construction d'un ou deux quais supplémentaires est à prévoir. Sur la configuration actuelle de la déchèterie, l'ajout d'un nouveau quai paraît difficile à mettre en place (sauf peut-être en extrémité de la benne déchets verts ou en extrémité de la benne gravats - à étudier). Sinon, une extension de la déchèterie est à envisager ou bien la mise en place d'un nouvel équipement.	

Tableau S1 : scénario d'évolution à l'horizon 2025 de la déchèterie de Saint-Avé

consommation de terres agricoles pour un coût d'aménagement estimé à 1M€ HT (hors Maitrise d'œuvre, étude techniques et acquisitions foncières).

La commune de Saint-Avé a indiqué quant à elle qu'elle pouvait mobiliser la parcelle contiguë au site actuel, ce qui évitait de déplacer complètement l'installation pour un coût de travaux évalué à 600.000 € HT au stade AVP.

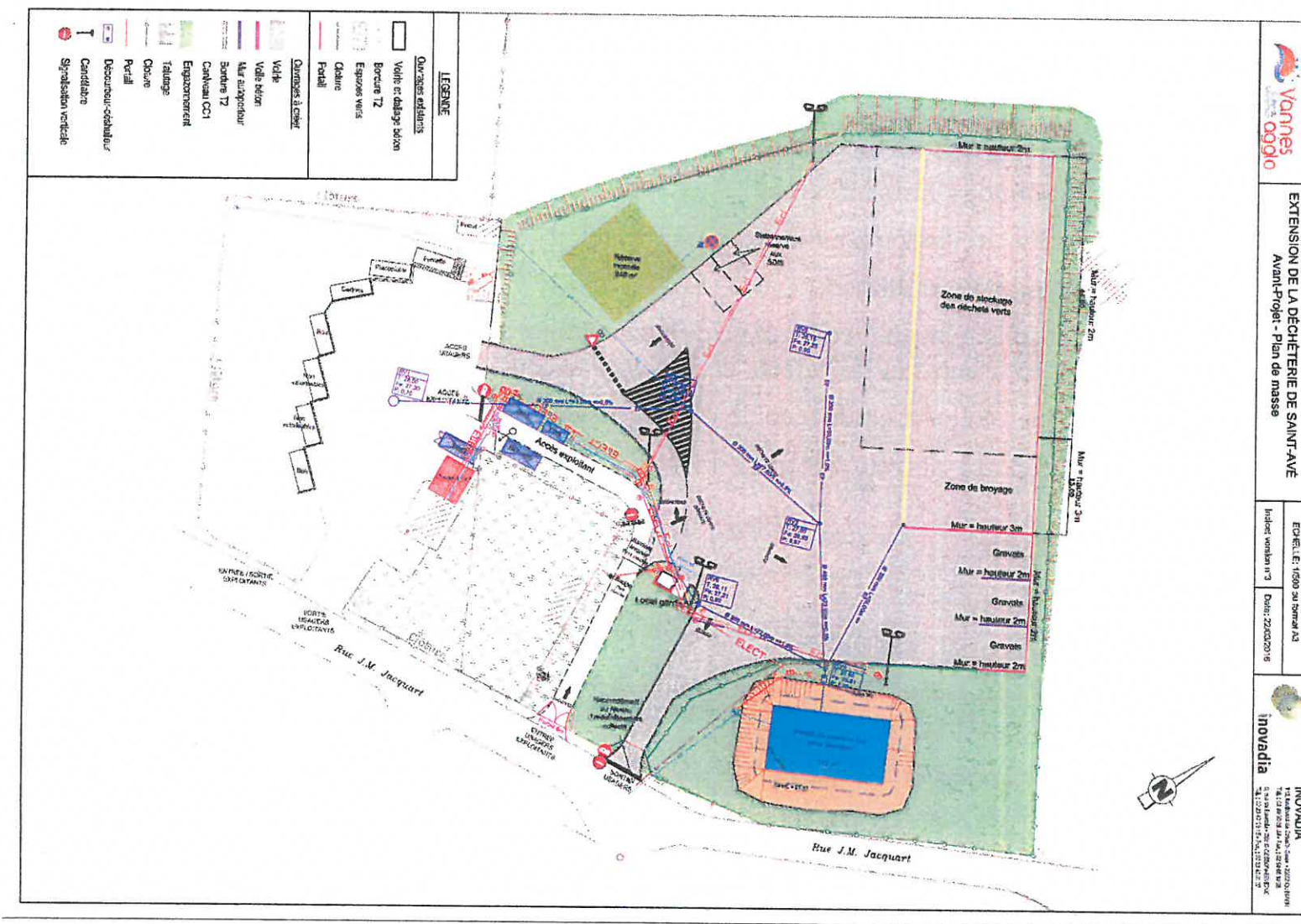
Compte tenu de ces éléments, les élus ont opté pour le maintien du site actuel et son extension sur la parcelle voisine, propriété de la commune, puisque le projet de réaménagement envisagé permet de répondre aux objectifs de la requalification du site (amélioration des conditions de sécurité, de circulation et d'accueil, développement de nouvelles filières de valorisation grâce aux quais déchets verts et gravats qui sont libérés).

Il est à noter par ailleurs que dans le cadre de la fusion de Vannes aggro avec la communauté de communes du Loc'h, les habitants de Meucon qui utilisent le site de Saint-Avé pourront désormais accéder à la déchèterie de Locmaria-Grand-champ. Cette évolution du périmètre intercommunal rend inopportun le déplacement de la déchèterie plus au nord, le long de la RD 767.

Pour toutes ces raisons, le projet relève bien de l'intérêt général. En offrant un équipement moderne, performant et conforme aux normes, le projet répond aux besoins locaux de la population et des usagers en matière de gestion des déchets ménagers conformément aux objectifs inscrits dans le Plan Départemental de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (PDPGND) et le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT). Ce nouvel équipement permettra d'améliorer la sécurité à la fois des usagers et du personnel.



## 2.3 AMENAGEMENTS DE L'INSTALLATION





La déchèterie de Saint Avé sera aménagée sur une surface de 9910m<sup>2</sup> de la manière suivante :

- des entrées et des sorties situées en limite Est de la future installation, le long de la rue Joseph-Marie Jacquart.
- Une plate forme basse au sud de l'installation, en revêtement enrobé, disposant de plusieurs emplacements pour la collecte des différents déchets.
- Une plateforme haute au centre de l'installation, en revêtement enrobé, disposant des zones de collecte et de locaux et emplacement techniques destinés aux gardiens de la déchèterie.
- Des plateformes de stockage au sol au Nord de l'installation.
- Des voiries permettant des sens uniques de circulation pour les usagers
- Des espaces verts, répartis sur l'ensemble de l'installation,
- Un dispositif de gestion des eaux de ruissellement, qui collecte et dirige gravitairement les eaux pluviales, les traite par passage dans des débourbeurs/séparateurs à hydrocarbures et les rejette dans le réseau communal d'eaux pluviales.
- Un réseau de collecte des eaux usées issues du local gardien qui le dirige gravitairement vers le réseau communal des eaux usées.
- Un interrupteur d'arrêt des pompes du poste de relevage pour retenir les eaux de ruissellement sur l'installation en cas de pollution ou d'un incendie.
- Un système d'éclairage sur l'ensemble du site
- Un système de vidéosurveillance.

La déchèterie sera équipée de matériel de collecte adapté aux déchets collectés. À proximité de chaque benne ou zone de dépôt, la nature des déchets collectés sera précisée par une signalisation verticale.

L'installation sera fermée en dehors des horaires d'ouverture grâce aux portails qui seront mis en place aux accès. L'ensemble du site sera clôturé par un grillage en mailles soudées de 2 m de hauteur.

L'installation sera raccordée aux réseaux électriques, de télécommunication, d'alimentation en eau potable, des eaux pluviales et des eaux usées.

### **3 - INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT**

#### **3.1 MILIEU PHYSIQUE**

La déchèterie est située à une altitude comprise entre +25 et +30 m NGF et présente une légère pente du Sud-Est vers le Nord-Ouest. Selon les données du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM), le site repose au droit du massif granitique de Saint-Anne d'Auray.

#### **3.2 MILIEU HYDRIQUE**

Le climat du Morbihan est à caractère océanique avec des hivers doux et pluvieux et des étés frais et relativement humides (amplitude thermique faible).

Le site fait partie du bassin versant du ruisseau de Bilair et ses affluents depuis la source jusqu'à l'estuaire (FRGR1617) qui draine une surface de 43,5 km<sup>2</sup>.

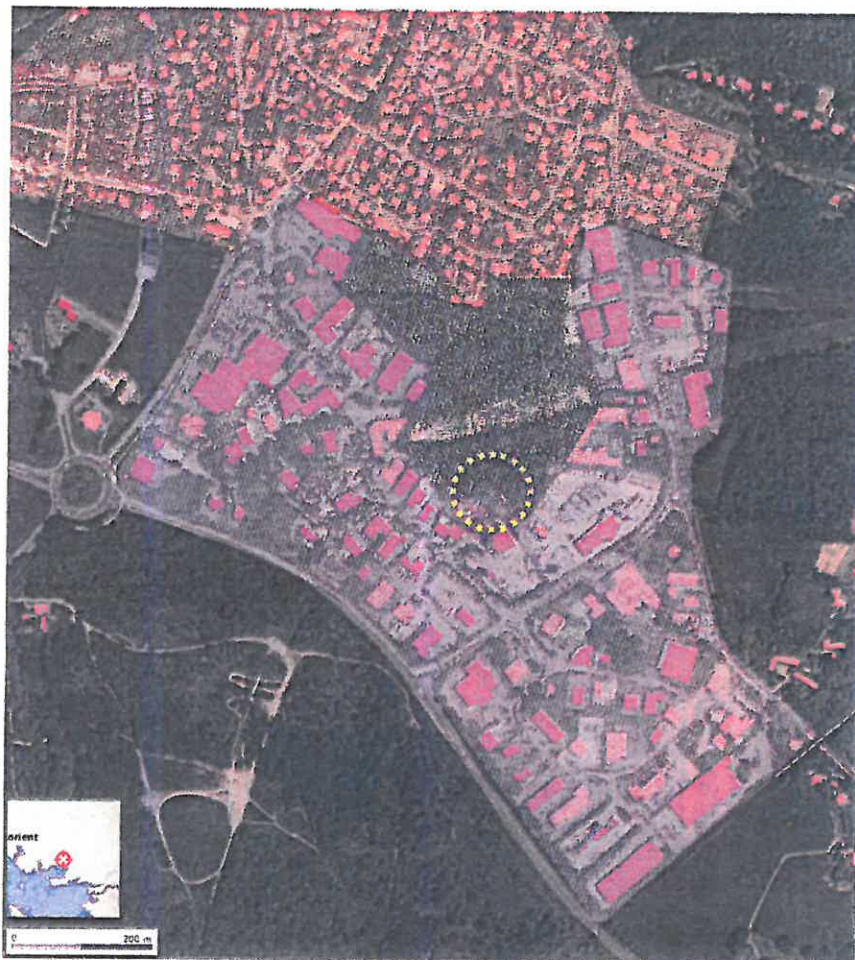
D'après les informations recueillies auprès de l'Agence Régionale de Santé (ARS) de Bretagne, le site est localisé en dehors de tout périmètre de protection associé à une prise d'eaux superficielles ou un captage d'eaux souterraines pour l'alimentation en eau potable dont le bassin d'alimentation concerne le projet.





La zone humide la plus proche est un boisement humide localisée à 210 m au Sud-Ouest de la déchèterie.

La commune de Saint-Avé est répertoriée au territoire du SAGE du Golfe du Morbihan et Ria d'Étel (en cours d'élaboration) et au territoire du SDAGE Loire-Bretagne. La déchèterie et son projet de réaménagement et d'extension intègrent les objectifs du SDAGE Loire-Bretagne.



### 3.3 PAYSAGE ET MILIEU HUMAIN



-  Déchèterie et extension
-  Zone d'activité
-  Secteur d'habitat
-  Secteur boisé



La déchèterie est actuellement insérée dans un milieu déjà urbanisé au sein de la zone d'activité de Kermelin. La déchèterie est bordée à l'Ouest, au Sud et à l'Est par différents bâtiments d'activité. Seule la partie Nord du projet est bordée par un secteur boisé où se trouve un terrain d'auto-modélisme et des lignes électriques haute-tension.



Société LAFARGE, située à 10 au Sud et au Sud-Est



Société TENDANCE DECO, située en limite Sud-Ouest



Société TECHNI MOTEUR, située en limite Sud-Ouest



Société NORISKIO, située en limite Ouest



Société ARGOS ÉLECTRONIQUE située à 25 m à l'Ouest



Rue Joseph-Marie Jacquart à l'Est de la déchèterie



Croisement entre la rue Joseph-Marie Jacquart et la rue Marcel Dassault au Sud-Est de la déchèterie



Antenne enclavée dans la déchèterie



Sommet de l'antenne de téléphonie enclavée dans la déchèterie



Terrain d'auto-modélisme et lignes électriques haute tension en limite Nord du projet d'extension



Société CLOIREC MATÉRIAUX, située à 10 m à l'Est et au Sud-EST

Le projet prévoit de réaménager et d'étendre la déchèterie actuelle qui représentera une superficie de 9 910 m<sup>2</sup>. L'accès à la déchèterie est et sera réalisé depuis la rue Joseph-Marie Jacquart située en limite Sud- Est. Cette rue est accessible depuis la RD126 située à l'Ouest, via la rue Marcel Dassault. Ces voies sont et seront adaptées au trafic régulier de poids lourds.

**Les zones d'habitat les plus proches du site sont les suivantes :**

- à 120 m au Nord-Est, deux habitations intégrées au parc d'activités de Kermelin ;
- à 165 m au Nord, un lotissement avec les premières maisons d'habitations situées rue Madame de Sévigné ;
- à 190 m à l'Est, une habitation intégrée au parc d'activités de Kermelin ;
- à 360 m au Nord-Est, un lotissement avec les premières maisons d'habitations situées rue Lann Kerdevet ;
- à 390 m au Sud-Est, les habitations du lieu-dit Kermelin ;
- à 450 m à l'Est, les habitations du lieu-dit Keratrap ;
- à 460 m au Nord-Ouest, les habitations situées le long de la rue de Saint-Thébaud ;
- à 490 m au Sud-Est, un lotissement avec les premières maisons d'habitations situées rue Résidence du Moulin de Kérolet ;
- à 550 m au Sud-Ouest, les habitations du lieu-dit Lanmen.

La déchèterie sera visible depuis les installations voisines incluses dans la parc d'activités de Kermelin et les voies d'accès proches. Les plus proches habitations seront protégées de l'impact visuel par la topographie, les installations existantes et les boisements. La population du secteur d'étude est de l'ordre de 300 à 400 personnes dans un rayon de 500 m (environ 150 maisons d'habitation et une moyenne de 2,4 habitants par foyer).

Dans un rayon de 1 km autour du site, sont localisés les établissements sensibles suivants :

- l'école primaire Notre Dame, située 1 km au Nord ;
- l'Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes (EHPAD) Résidence Plaisance, situé à 1 km au Sud.

Les principales activités du secteur d'étude sont liées aux activités du parc d'activités de *Kermelin*, dans lequel sont intégrés la déchèterie et le projet d'extension. En outre, parmi les activités du secteur d'étude on peut noter l'agriculture et des installations de loisirs/tourisme (auto-modélisme, BMX, ...).

Le site étudié n'est concerné par aucun rayon de protection de monuments historiques inscrits ou classés. Selon l'Atlas des Patrimoines du Ministère de la Culture et de la Communication (<http://atlas.patrimoines.culture.fr>), le site archéologique le plus proche est une sépulture datant de l'âge de fer localisée au lieu-dit Plaisance à 720 m au Sud (référence n°56 206 0009).

**Des mesurages acoustiques** ont été réalisés en période diurne le 17 juin 2015. Les principales sources de bruit du secteur d'étude sont :

- les activités des entreprises du parc d'activité de Kermelin (cri du lynx de chargeuse, équipements,...) ;
- la circulation routière sur les voies du secteur (RD135b, RD126 et rue Joseph-Marie Jacquart) ;

Et sporadiquement :

- la faune et flore (oiseaux, aboiements, vent dans les feuillages) ;
- les avions de ligne et de tourisme.

Les sources de bruit liées aux activités de l'installation seront :

- les dépôts réalisés par les usagers ;
- l'évacuation des déchets ;
- les moteurs des véhicules circulant sur l'installation (déposants, véhicules de transport des bennes) ;
- le broyage des déchets verts.

Les vents fréquents et la pluviométrie du secteur d'étude permettent une **bonne circulation de l'air**.



### 3.4 MILIEU NATUREL

La déchèterie et son projet d'extension représente une surface de 9 910 m<sup>2</sup> et sont intégrés dans le parc d'activités de Kermelin.

Le secteur d'étude est caractérisé par la présence des installations du parc d'activités de Kermelin, d'une antenne de téléphonie enclavée par la future déchèterie, des lignes haute tension au Nord et d'une zone boisée. composé d'essences typiques de la région : sureau, châtaigner, charme, chêne, fougère, érable champêtre, houx... . La végétation basse est composée de lierre, de fougères et de ronces.

Lors d'investigations sur le terrain (passage courant juin 2015 et mai 2016), aucune espèce végétale ou animale soumise à une protection particulière n'a été observée. Le secteur d'étude, en particulier le boisement, est fréquenté par des espèces communes de petits rongeurs (mulots, lapins de garenne) et également par d'autres mammifères comme le renard, la taupe...

Les haies et les arbres environnants abritent une faune composée de nombreux passereaux : merle, mésange, grive, geai, rouge-gorge, pigeon, pie bavarde, corneille noire... ainsi que des espèces littorales telles que les mouettes et les goélands.

De nombreux insectes sont présents dans le secteur : grillons, arachnides, orthoptères ...

D'après les informations obtenues auprès des services du Patrimoine Naturel de la DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) de Bretagne, il existe dans un rayon de 5 km autour du projet, plusieurs espaces naturels inventoriés ou protégés pour leur biodiversité remarquable :

- une zone humide d'importance internationale (RAMSAR) : le Golfe du Morbihan qui est une zone humide protégée par la Convention RAMSAR et qui s'étend au plus près à 3,7 km au Sud de l'installation ;
- une Zone d'Importance Communautaire pour les Oiseaux (ZICO) : le site Golfe du Morbihan Etier de Penerf qui est une ZICO (Réf : BT14) et qui s'étend au plus près à 4 km au Sud- Est et à 4,6 km au Sud-Ouest de l'installation ;
- une Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) : le Marais de Séné, qui correspond à une ZNIEFF de type I (Réf : 530015664) située au plus près à 3,5 km au Sud-Est de l'installation ;
- des sites inscrits :
  - o l'Église de Saint-Patern, le placître et les maisons, situés à 2,5 km au Sud-Ouest de l'installation ;
  - o la parcelle dite « abreuvoir » et un immeuble bâti, situés à 2,6 km au Sud-Ouest de l'installation ;
  - o un ensemble urbain à 3,4 km au Sud-Ouest de l'installation ;

- le Golfe du Morbihan et ses abords situés à 3,5 km au Sud-Ouest de l'installation ;
- un site classé : les Jardins de la Garenne, situé à 2,8 km au Sud-Ouest de l'installation ;
- d'autres sites et parcs naturels :
  - le Golfe du Morbihan, qui est une réserve nationale de chasse et de faune sauvage et une réserve de chasse maritime et qui s'étend au plus près à 3,6 km au Sud-Est et à 4,7 km au Sud-Ouest de l'installation ;
  - le Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan dont fait partie la commune de Saint-Avé.

Les sites Natura 2000 les plus près de l'installation sont la Zone Spéciale de Conservation (ZSC) et la Zone de Protection Spéciale (ZPS) du Golfe du Morbihan qui s'étendent à partir de 3,6 km au Sud-Est.

Le Golfe du Morbihan est une petite mer intérieure peu profonde, avec des étendues sablo vaseuses, aux multiples criques et échantures, parsemée d'îles et d'îlots. La colonisation des vasières par le schorre et les herbiers forme des zones où la flore est riche et diversifiée. Cette richesse d'habitats différents et de qualité fait du Golfe du Morbihan un lieu de refuge pour un grand nombre d'espèces d'oiseaux. Le Golfe du Morbihan et sa richesse floristique et faunistique sont vulnérables :

- au développement des loisirs nautiques qui augmente la turbidité des eaux, une destruction des habitats alimentaires (mouillages d'ancre) et un dérangement de la faune ;
- au développement de la pêche à pied ou professionnelle, qui entraîne une destruction directe des herbiers, une diminution des habitats alimentaires et un dérangement des oiseaux qui y trouvent un lieu de reproduction et d'alimentation ;
- au développement des cultures marines qui diminuent les habitats alimentaires ;
- à l'évolution de la qualité des eaux, notamment en période estivale durant laquelle le surplus de population nécessite une capacité de traitement des stations d'épuration plus importante.

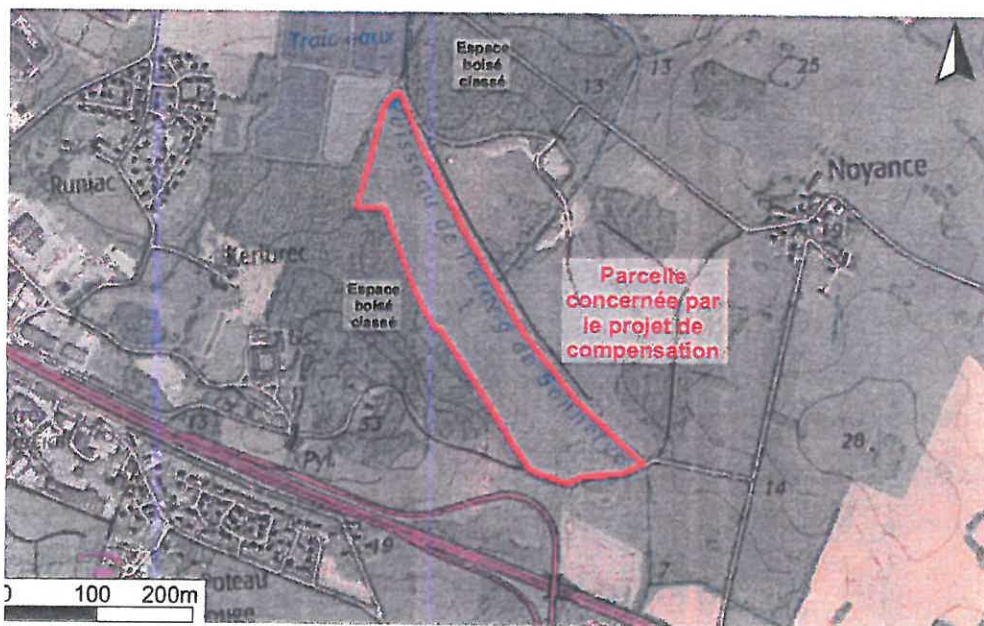
Du fait de l'éloignement du projet des sites Natura 2000, les incidences sur les espèces et les habitats qui ont servi à désigner ces sites peuvent être considérées comme non significatives.

Par ailleurs, la commune de Saint-Avé est intégrée au périmètre du Plan de Prévention du Risque d'Inondation (PPRI) des Bassins Versants Vannetais approuvé le 31 mai 2012. Toutefois, selon la carte réglementaire du plan de prévention, la déchèterie et son projet d'extension sont situés en dehors des différents zonages dans lesquelles sont définies des interdictions et des prescriptions.

Concernant le boisement, en parallèle de la procédure PLU, Vannes Agglo a déposé une demande d'autorisation de défrichement conformément aux articles L.341-3, R341-3 et suivants du code forestier. Cette demande est en cours de pré-instruction par la DDTM du Morbihan.

Le nouveau dossier ICPE sera redéposé conjointement à l'autorisation de défrichement début octobre suite à l'approbation de la déclaration de projet par le conseil municipal de Saint-Avé. Celui-ci intégrera dans l'étude d'impact les éléments du dossier de défrichement avec une analyse de la qualité du boisement et les mesures compensatoires.

Un site propriété de Vannes Agglo a déjà identifié la parcelle VH35 sur la commune de Theix (carte ci-après). Une évaluation technique sur le terrain par la DDTM a confirmé la valeur sylvicole potentielle de cette parcelle pour accueillir une future plantation.



Conformément à l'article L341-6 du code forestier, les mesures compensatoires seront définies lors de l'instruction de la demande de défrichement avec l'application d'un coefficient multiplicateur de 1 à 5 à la surface défrichée défini en fonction du rôle économique, écologique et social du bois objet du défrichement



### 3.5 GESTION DES EAUX

Les eaux de ruissellement issues de la partie Sud de la future déchèterie (correspondant à l'installation existante) sont aujourd'hui collectées par des grilles avaloirs, traitées par un débourbeur / séparateur à hydrocarbures puis rejetées dans le réseau communal des eaux pluviales.

Les eaux de ruissellement issues de la partie Nord de la future déchèterie (correspondant à l'extension projetée) seront collectées par des grilles avaloirs, traitées par un débourbeur / séparateur à hydrocarbures puis transiteront dans un bassin de régulation et de rétention de 288 m<sup>3</sup>. Elles seront ensuite dirigées vers un poste de relevage interne à l'installation avant rejet dans le réseau communal des eaux pluviales selon un débit maximal de 1 l/s.

Un panier dégrilleur sera installé en aval de la plateforme de stockage et de broyage des déchets verts afin d'enlever les débris végétaux en suspension dans les eaux. Un interrupteur d'arrêt des pompes du poste de relevage sera mis en place afin de retenir au droit de l'installation les eaux d'extinction d'un incendie ou d'une pollution accidentelle.

Les eaux pluviales des aires non imperméabilisées de l'installation, c'est-à-dire des zones enherbées, s'infiltreront directement dans le sol. Le projet respecte le coefficient d'imperméabilisation de 80 % fixé en zone Ui.

Les eaux usées sont collectées et dirigées vers le réseau d'eaux usées communal longeant le site à l'Est de la déchèterie. Elles transiteront ensuite par le poste de relèvement de Kermelin pour être traitées à la station d'épuration de Beauregard avant rejet dans le ruisseau du Lihanteu.

Les produits liquides susceptibles d'être à l'origine d'une pollution du sol ou de l'eau présents sur l'installation seront :

- les produits liquides collectés sur la déchèterie (DDS, DEEE) ;
- les produits d'entretien.

D'une manière générale, le stockage de ces produits sera réalisé sur des rétentions étanches aux produits qu'elles pourraient contenir. Le volume des rétentions sera au moins égal à la moitié de la capacité totale de stockage de produit, pour un stockage supérieur à 250 l. Dans le cas de stockage de volume inférieur à 250 l, la rétention du stockage sera égale au volume du réservoir.

Les deux conteneurs métalliques de stockage des DDS seront également équipés de rétention au sol.

La DREAL dans son arrêté du 17 mars 2016 exonère la procédure d'une évaluation environnementale. Néanmoins, elle recommande que l'ensemble des eaux de ruissellement issues de la totalité de la déchèterie (y compris la partie existante) soit dirigé vers un bassin de régulation-rétention.

Cette remarque qui remet en cause le projet technique initial, appelle de la part de Vannes agglo, maître d'ouvrage, les observations et réponses suivantes :

- Cette observation n'a pas été émise par les services de la DREAL lors de l'instruction du dossier d'autorisation ICPE ;
- L'opération initiale prévoit des travaux de VRD uniquement sur la partie extension et non sur la partie existante
- Les Eaux Pluviales de la partie existante sont traitées par un séparateur hydrocarbure avant rejet dans le réseau Eaux Pluviales communal.

Néanmoins et en accord avec la DREAL, Vannes Agglo a décidé de faire évoluer le projet et produire ce mémoire en réponse pour en expliquer les évolutions.

Après étude, il est possible de raccorder les Eaux Pluviales du quai haut existant vers le bassin de la partie extension, moyennant une sur-profondeur des réseaux projetés, et un agrandissement du bassin de rétention projeté (surcoût financier non prévu initialement). Vannes Agglo précise que le quai bas existant ne stockera plus de déchets verts dans la mesure où ils seront stockés sur la partie extension.

Le plan P11 de la présente notice de présentation a donc légèrement évolué donc pour collecter les eaux pluviales du quai haut de la déchetterie existante.

### 3.6 SYNTHÈSE DES EFFETS ET DES MESURES

Effets potentiels	Échelle de risque	Mesures de suppression ou de réduction des effets
Effets et mesures sur le sol		
Tassements des terrains	Risque faible	Suivi de la mise en place des remblais - Répartition des charges
Souillure du sol		Imperméabilisation des voies de circulation et stockage des déchets sur des aires en béton ou en enrobé
		Stockage des DDS, des DEEE et des produits liquides sur rétention
		Collecte et traitement des eaux de ruissellement issues des voiries et des zones de collecte et de broyage des déchets verts par des débourbeurs / séparateurs à hydrocarbures avant rejet dans le réseau communal d'eaux pluviales
Effets et mesures sur la qualité des eaux		
Diffusion dans le milieu naturel des eaux ayant été au contact de déchets, d'eaux usées, de produits polluants	Risque moyen	Imperméabilisation des voies de circulation
		Collecte des eaux de ruissellement
		Collecte et traitement des eaux de ruissellement issues des voiries et des zones de collecte et de broyage des déchets verts par des débourbeurs / séparateurs à hydrocarbures avant rejet dans le réseau communal d'eaux pluviales
		Collecte et rejet des eaux usées dans le réseau communal des eaux usées
		Stockage des DDS, des DEEE et des produits liquides sur rétention
		Entretien quotidien de l'installation
		Contrôle des réceptions
Diffusion dans le milieu naturel des eaux d'extinction en cas d'incendie	Risque moyen	Interrupteur d'arrêt des pompes du poste de relevage pour la rétention des eaux d'extinction sur site
Modifications des écoulements	Risque faible	Contournement de l'installation grâce à des talus et bordures

Effets potentiels	Échelle de risque	Mesures de suppression ou de réduction des effets
Effets et mesures sur la qualité de l'air		
Odeurs	Risque faible	Contrôle des réceptions Entretien des moteurs des engins
Poussières / Envois	Risque faible	Entretien quotidien de l'installation Couverture des bennes de transport des déchets Espaces verts sur l'installation
Impacts visuels		
Durant les travaux	Risque faible	Impact temporaire
Durant l'exploitation		Insertion paysagère de l'installation et de ses équipements
		Entretien des espaces verts de l'installation
		Entretien quotidien de l'installation
Effets et mesures contre les nuisances sonores		
Fonctionnement de l'installation	Risque faible	Ouverture de l'installation : <ul style="list-style-type: none"><li>du lundi au vendredi de 9h30 à 12h et de 14h30 à 18h30 ;</li><li>le samedi de 9h30 à 12h45 et de 13h30 à 18h30.</li></ul> (Horaires susceptibles d'évoluer selon les nécessités de fonctionnement de l'installation)
		Véhicules conformes à la réglementation
		Entretien régulier des engins
Manutention		Aux horaires d'ouverture et de travail de l'installation
Circulation		Aux horaires d'ouverture et de travail de l'installation et lors des enlèvements et rotations des bennes de 7h à 18h
Effets et mesures sur l'hygiène, la salubrité et la santé publique		
Émissions de germes	Risque faible	Contrôle des réceptions
		Procédure d'urgence en cas de dépôt suspect
Émissions de poussières		Entretien quotidien de l'installation



Effets potentiels	Échelle de risque	Mesures de suppression ou de réduction des effets
Effets et mesures sur la sécurité des tiers		
Incendie	Risque moyen	Apports en eaux d'extinction suffisants : <ul style="list-style-type: none"><li>▪ une réserve souple de 240 m<sup>3</sup> d'eau au droit de l'installation ;</li><li>▪ extincteurs répartis sur l'installation.</li></ul>
		Distance entre les stocks de déchets et les limites de l'installation pour éviter les effets dominos et les effets des rayonnements thermiques en cas d'incendie
		Formation des gardiens (règles de stockage, premiers secours...)
Manœuvre des véhicules	Risque moyen	Vitesse limitée à 10 km/h sur l'installation
Trafic		Circulation aux heures d'ouverture de l'installation
		Circulation sur des voies adaptées à la circulation routière
Effets et mesures sur la faune, la flore et les écosystèmes		
Déversement d'effluent dans le milieu naturel	Risque faible	Collecte et traitement des eaux de ruissellement issues des voiries et des zones de collecte et de broyage des déchets verts par des débourbeurs / séparateurs à hydrocarbures avant rejet dans le réseau communal d'eaux pluviales
		Collecte et rejet des eaux usées dans le réseau communal des eaux usées
Effets et mesures sur les déchets		
Déchets liés à la gestion des activités	Risque faible	Évacuation des déchets collectés sur l'installation vers des filières de recyclage, valorisation, traitement, incinération ou de stockage autorisées
		Évacuation des boues des séparateurs à hydrocarbures et des chiffons souillés régulièrement vers une filière de traitement
Résidus végétaux issus du panier dégrilleur		Dépôt sur la zone de stockage des déchets verts
Ordures ménagères produites par le personnel		Évacuation vers la filière d'élimination
Effets et mesures sur les émissions lumineuses		
Émissions lumineuses de l'installation	Risque faible	Aux horaires d'ouverture de l'installation et lorsque la luminosité naturelle est insuffisante

L'exploitant portera une attention particulière sur les impacts de son installation. Il veillera donc de façon constante, avec son équipe, à l'efficacité des moyens de prévention et de protection de l'environnement.



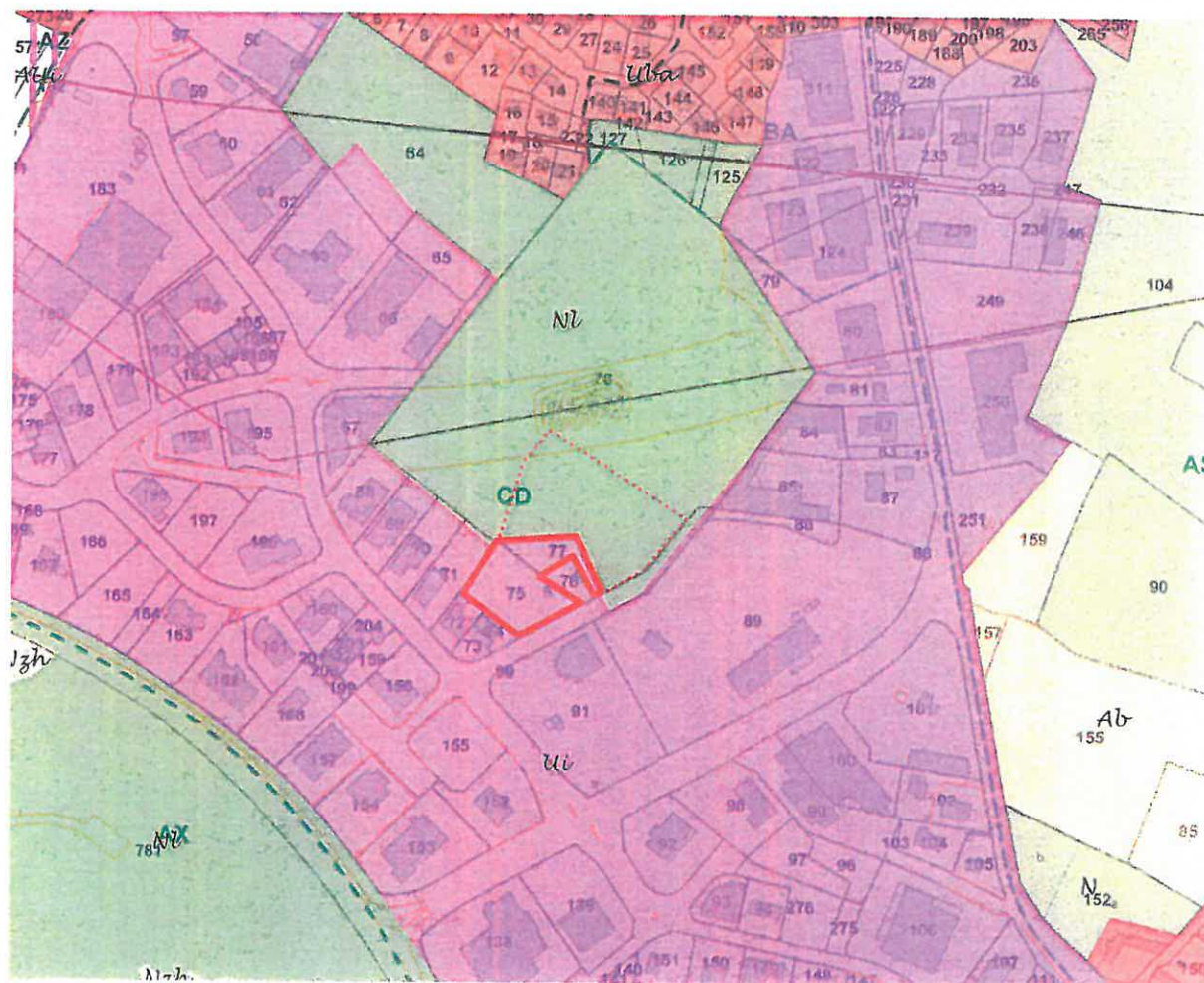
## 4 - MISE EN COMPATIBILITE DU PLU DE LA VILLE DE SAINT AVE

### 4.1 SITUATION ACTUELLE AU PLU

Au PLU de la commune de Saint Avé approuvé le 9 décembre 2011, l'emprise actuelle de la déchèterie est classée en zone Ui «secteur destiné aux activités et installations susceptibles de comporter des nuisances». L'extension est quant à elle concernée par la zone Nl «espace naturel à vocation de sports, loisirs et activités socio-culturelles» dont le règlement ne permet pas la réalisation de la déchèterie (articles 1 et 2).

### 4.2 DISPOSITIONS PROPOSEES POUR METTRE EN COMPATIBILITE LE PLU DE SAINT AVE

Afin de mettre en compatibilité le PLU avec ce projet d'intérêt général, il est proposé de modifier le zonage de la partie de la zone Nl concernée par le projet pour la classer en zone Ui



 Emprise actuelle de la déchèterie  Emprise du projet d'extension



### 4.3 IMPACT SUR LE REGLEMENT GRAPHIQUE DE SAINT AVE

Avant/Après

